

28 novembre 1968

MARXISME ET ANARCHISME

C'est il y a presque exactement un siècle, en septembre 1868, que Bakounine fondait l'« Alliance internationale de la démocratie socialiste », couverture publique d'une organisation secrète, afin d'entreprendre, au sein de l'Association internationale des travailleurs, la lutte contre le Conseil général, dirigé, depuis quatre ans déjà que l'Internationale avait été constituée après le meeting de St-Martin's Hall, par Marx.

Evadé de Sibérie, où le tzar l'avait déporté après l'avoir emprisonné pendant de longues années à la forteresse de Pierre et Paul, Bakounine, rentré en Europe en 1862, s'était installé en Italie en 1863 et y avait constitué la première des sociétés secrètes, la « Fraternité Internationale », autour desquelles devait toujours se concentrer l'essentiel de son activité — cependant que Marx s'efforçait de rassembler les masses prolétariennes dans leurs organisations de classe, autour de l'Internationale. En septembre 1867, Bakounine rejoignait la « Ligue de la paix et de la liberté », organisation internationale de démocrates bourgeois, espérant en faire l'instrument de pénétration de ses idées dans l'Internationale. Mais cette dernière, résolue à se maintenir sur le terrain de classe, repoussa sèchement à son congrès de Bruxelles (septembre 1868) les propositions de fusion de la Ligue. Bakounine, qui n'avait adhéré, à titre individuel, à l'Internationale qu'en juillet de la même année, rompit alors avec la Ligue et fonda l'Alliance, qui demanda au Conseil général de l'Internationale de reconnaître son programme, et ses statuts. La lutte historique entre Marx et Bakounine, entre deux programmes, deux stratégies de la révolution, deux conceptions de l'histoire et de la société, allait commencer.

Que ce conflit soit redevenu d'actualité, si tant est qu'il ait jamais cessé de l'être, il suffit, pour s'en convaincre, de citer cette déclaration de Daniel Cohn-Bendit qui, à la question : « *Quels maîtres reconnaissez-vous ? Marx, d'abord ?* », répondait récemment :

« Si vous voulez, je suis marxiste comme Bakounine l'était. Bakounine a traduit Marx, et, pour lui, Marx avait, non pas développé des théories neuves, mais formulé, à partir des théories de la culture bourgeoise, les possibilités d'une culture révolutionnaire de la société. Bakounine m'a davantage influencé... »

Que Cohn-Bendit, en faisant de Marx le théoricien de l'antagonisme de deux cultures et non du combat de la classe exploitée contre la classe exploiteuse, se méprenne grossièrement, qu'au surplus il veuille oublier que Marx était, avant tout, un révolutionnaire, toujours prêt à abandonner ou à retarder ses recherches théoriques pour occuper son poste de combat, comme en 1848 en Allemagne, ou donner une structure théorique, politique et organisationnelle à l'Internationale naissante et se consacrer, avec une inlassable persévérance, aux tâches quotidiennes du Conseil général ; que, surtout, il ne puisse comprendre que chez Marx théorie et pratique révolutionnaires étaient indissolublement liées, au point que Bernard Shaw, ce coryphée de la petite bourgeoisie, croyant, par ces mots, décrier Marx, soit tombé juste en écrivant que, dans *Le Capital*, Marx parlait de la bourgeoisie comme un correspondant de guerre de la guerre des classes — ce n'est pas ici notre propos.

Que le regain actuel d'influence des idées anarchistes s'explique, dans une large mesure, par le fait que de nombreux jeunes, écœurés du stalinisme, ne le distinguent pas clairement du marxisme authentique — cela rend d'autant plus nécessaire un examen comparé des positions marxistes et anarchistes. Encore faut-il opposer aux vues anarchistes celles du marxisme authentique, et non de ses caricatures réformiste, stalinienne, centriste, révisionniste. Si, il y a 51 ans, commençant la rédaction de « l'Etat et la révolution », Lénine devait noter : « Devant cette situation, devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de rétablir la doctrine authentique de Marx », quels qualificatifs faudrait-il employer aujourd'hui pour parler

des déformations dont, après 45 ans de stalinisme, le marxisme est l'objet ? Aujourd'hui où, pour ne citer qu'un exemple, un Herbert Marcuse intitule froidement « Le marxisme soviétique » un ouvrage qu'il consacre à l'exposé de l'idéologie de la bureaucratie du Kremlin ?

Que, enfin, à nos yeux, à nous marxistes, les conceptions anarchistes soient, en dernière analyse, le fruit de la pression exercée par les couches petites-bourgeoises sur le prolétariat, cela ne nous dispense nullement, bien au contraire, de procéder à l'examen de ces doctrines en tant que telles. C'est seulement l'analyse de leur contenu qui peut mettre en lumière leurs racines sociales.

OU SONT LES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES ?

Dans son principal ouvrage théorique, rédigé en 1873, peu avant que le malade ne le contraigne à cesser toute activité, « Étatisme et Anarchie », Bakounine, polémique contre Marx, s'exprime à cet égard sans ambages :

« Nulle part peut-être la révolution sociale n'est si proche qu'en Italie, oui, nulle part, sans même excepter l'Espagne, bien que ce pays soit déjà officiellement en révolution et qu'en Italie tout soit calme en apparence. En Italie, le peuple entier attend la révolution sociale et, de jour en jour, va consciemment au-devant d'elle. On peut s'imaginer avec quelle ampleur, avec quelle sincérité et quelle passion le prolétariat a accepté et continue d'accepter le programme de l'Internationale. Il n'y a pas en Italie, comme dans beaucoup d'autres pays d'Europe, de couche ouvrière séparée, en partie déjà privilégiée grâce à de hauts salaires, se targuant même de certaines connaissances littéraires et à ce point imprégnée des idées, des aspirations et de la vanité bourgeoises que les ouvriers qui appartiennent à ce milieu ne se différencient des bourgeois que par leur condition, nullement par leur tendance. C'est surtout en Allemagne et en Suisse qu'il existe beaucoup d'ouvriers de ce genre, par contre en Italie il s'en trouve très peu, si peu qu'ils sont perdus dans la masse et n'ont aucune influence sur elle. Ce qui prédomine en Italie, c'est le prolétariat en haillons (1) MM. Marx et Engels, et à leur suite toute l'école de la démocratie socialiste allemande, en parlent avec le plus profond mépris et cela bien injustement, car c'est en lui et en lui seul, et non dans la couche embourgeoisée de la masse ouvrière, que réside en totalité l'esprit et la force de la future révolution sociale.

(1) En allemand « Lumpenproletariat », terme passé, depuis le Manifeste Communiste, dans le langage universel.

Nous nous proposons donc de confronter succinctement les conceptions marxiste et anarchiste sur les quatre problèmes suivants : la nature des forces révolutionnaires à notre époque ; la société au lendemain de la révolution sociale ; l'État ; les masses et leur avant-garde. En ce qui concerne les points de vue anarchistes actuels, nous les chercherons notamment dans la revue « Noir et Rouge », qui a fait depuis quelques années un effort systématique pour préciser la doctrine anarchiste, et dont l'échec n'en est, à notre avis, que plus significatif. Enfin, en passant, nous réglerons quelques comptes avec les révisionnistes qui se réclament du marxisme en le falsifiant.

Nous nous étendrons davantage là-dessus un peu plus loin ; bornons-nous pour l'instant à en tirer cette conclusion : c'est précisément en raison de cette prédominance massive en Italie du prolétariat en haillons que la propagande et l'organisation de l'Association Internationale des Travailleurs ont pris dans ce pays l'aspect le plus passionné et le plus authentiquement populaire ; et à cause de cela justement, propagande et organisation, débordant des villes, ont tout de suite gagné les populations rurales. »

Il compte également parmi les forces révolutionnaires les intellectuels, surtout les étudiants pauvres, qui « lui apportent des connaissances positives, des méthodes d'abstraction et d'analyse, ainsi que l'art de s'organiser et de constituer des alliances qui, à leur tour, créent cette force combattante éclairée sans laquelle la victoire est inconcevable. »

Quant aux ouvriers des pays avancés, écrit-il encore un peu plus loin, ils ne sont « pas assez désespérés ».

On voit comment la méthode de Bakounine s'oppose à celle de Marx. Marx, lorsqu'il œuvrait à donner des fondements scientifiques à toute épreuve à la lutte du prolétariat pour le socialisme, s'était heurté aux conceptions utopiques d'un Weitling aux yeux de qui, comme pour Bakounine, seul, le lumpenproletariat était réellement révolutionnaire. La méthode de Bakounine est idéaliste. Il cherche les sources de l'élan révolutionnaire dans les *sentiments* de désespoir des couches les plus pauvres, surtout paysannes, dont l'inculture est à ses yeux une qualité.

Ces masses incultes ont besoin de chefs. Elles ne peuvent, vu leur inculture, les trouver dans leurs propres rangs. Elles les trouveront dans l'intelligentsia, notamment les étudiants.

Écoutons maintenant Cohn-Bendit :

« Il est capital de le dire fortement et calmement : en mai 68, en France, le prolétariat industriel n'a pas été à l'avant-garde révolutionnaire de la société,

il en a été la lourde arrière-garde. La couche la plus conservatrice, la plus mystifiée, la plus prise dans les rêts et les leurres du capitalisme bureaucratique moderne a été la classe ouvrière... Cette affirmation... ne peut s'expliquer seulement par une analyse des bureaucraties ouvrières... Les étudiants, pour la plupart, ne sont pas pauvres ; la contestation vise la structure hiérarchisée, l'oppression dans le confort... D'autre part le monde ouvrier connaît en France de larges secteurs de pauvreté réelle : les salaires de moins de 500 F par mois, l'usine non climatisée, sale, bruyante, où gueulent le contremaître, le chef d'atelier et l'ingénieur. Enfin, il existe la France du travail du XX^e siècle, qui pose dans un bien-être relatif le problème de la relation dirigeant-dirigé et celui des fins et des objectifs de la société. » (« Le gauchisme », p. 125.)

Et après un long développement, il conclut : « *Les étudiants révolutionnaires peuvent jouer un rôle primordial dans le combat.* » (Idem, p. 125.)

Ainsi, pour Bakounine, le prolétariat industriel n'est pas la force motrice de la révolution parce qu'il n'est pas assez pauvre ; pour Cohn-Bendit, il est l'arrière-garde parce qu'il l'est trop. Pour l'un comme pour l'autre, l'avant-garde, les cadres de la révolution, ce sont les étudiants — justement, précise Cohn-Bendit, parce qu'ils ne sont pas pauvres et n'ont pas de vulgaires préoccupations matérielles... Il serait intéressant de savoir quels étudiants français Cohn-Bendit a fréquentés pour les trouver dans une telle aisance. Il est plus intéressant de noter l'attaque qu'un siècle après Bakounine, et avec des arguments différents, opposés même, les théoriciens actuels de la « contestation » mènent contre la thèse marxiste de *l'hégémonie du prolétariat dans la révolution*. L'important, en mai-juin 68, ce n'était pas les dix millions de grévistes, c'étaient les palabres de la Sorbonne... Et les lumpens « katangais », ça, c'était le gratin, l'avant-garde de l'avant-garde !

« LA SCIENCE, FORCE PRODUCTIVE IMMÉDIATE »

Il faut nous arrêter ici un instant sur ces théories, dont l'essentiel est commun à Mandel et aux staliniens, et qui prétendent s'appuyer sur certains passages du premier manuscrit du « Capital » de Marx, récemment publié en France sous le titre « *Fondements de la critique de l'économie politique* ».

Tous ceux qui, comme Mandel ou Pablo, ont rejeté le « Programme de transition » de la Quatrième Internationale, s'attaquent au premier chef à la fameuse thèse qui est la pierre angulaire de ce programme :

Descendons encore d'un degré, et relevons, chez les révisionnistes Bensaïd et Weber, ces lignes inoubliables :

« *Longtemps disparue, l'opposition révolutionnaire est ressuscitée en mai par le mouvement étudiant. Il a assumé ce rôle. Porté par la montée générale des luttes, le mouvement étudiant a joué le rôle d'avant-garde délaissé par les partis ouvriers.* » (« Mai 68 », p. 142).

Et plus loin :

« *(Les étudiants) sont venus se ranger aux côtés du prolétariat en lutte ; mais, à l'inverse, ce sont les ouvriers les plus résolus ; les plus combattifs, qui demandent à venir à la Sorbonne... Devant la faillite du P.C. et de la C.G.T., l'avant-garde ouvrière se tourne vers eux comme un substitut, une direction de rechange...* » (Idem, p. 158).

Cette prédestination des étudiants à diriger la classe ouvrière a son théoricien : Ernest Mandel, bien sûr, qui, le 9 mai à la Mutualité, n'a parlé ni du « néo-capitalisme », ni des « réformes de structure », dont il était, on le sait, le spécialiste — ni de l'épicentre de la révolution, situé, une bonne fois pour toutes, dans les pays arriérés — non, il a présenté « une remarquable analyse de la révolte étudiante dans les centres impérialistes, fondée sur une nouvelle appréciation de la place qu'occupe la force de travail intellectuelle dans le processus de production. » (Idem, p. 130). Car, qu'on se le dise : « Toutes les caractéristiques actuelles du milieu étudiant ne font qu'esquisser un phénomène fondamental, souligné par le camarade E. Mandel, le 9 mai, à la Mutualité ; à savoir la réintégration du travail intellectuel dans le travail productif, la transformation des capacités intellectuelles des hommes en principales forces productives de la société. » (Idem, p. 29.)

« les forces productives ont cessé de croître ». Ils oublient que la notion marxiste de forces productives englobe l'homme comme force productive principale et que, dans une société qui accumule les forces destructives, qui condamne la grande majorité de l'humanité et une fraction toujours croissante du prolétariat des pays avancés eux-mêmes à une déchéance sans espoir, les forces productives ont effectivement cessé de croître.

Confondant la science et la technique avec les forces productives, ils soutiennent au contraire que

les forces productives connaissent un développement sans précédent. Ils devraient en conclure, conformément à la doctrine de Marx, que le mode de production qui favorise un tel essor des forces productives, le capitalisme, est d'une stabilité à toute épreuve. C'est ce que font, en fait, les staliniens, avec leur « démocratie rénovée ». Mandel est, lui, naturellement plus artificieux. Il prétend toutefois démontrer — comme Garaudy par exemple — que les intellectuels jouent dans cette société un rôle nouveau et déterminant — que les étudiants sont l'avant-garde, que la classe ouvrière n'est plus la classe révolutionnaire. Il rejoint ainsi Cohn-Bendit. Selon tous ces « théoriciens », l'émancipation des travailleurs... sera l'œuvre des étudiants (des « intellectuels » chez Garaudy — et n'oublions pas que dans le langage stalinien, en U.R.S.S. en tout cas, « intellectuel » est le camouflage de « bureaucrate »).

Mais reportons-nous au texte de Marx, sur lequel ils prétendent s'appuyer :

« L'échange de travail vivant contre du travail objectivé, c'est-à-dire la manifestation du travail social sous la forme antagonique du capital et du salariat, est l'ultime développement du rapport de la valeur et de la production fondée sur la valeur. »

La prémisse de ce rapport est que la masse du temps de travail immédiat, la quantité de travail utilisée, représente le facteur décisif de la production de richesse. Or, à mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficacité de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, ou de l'application de cette science à la production (...)

La richesse réelle se développe maintenant, d'une part, grâce à l'énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit et, d'autre part, grâce à la disproportion qualitative entre le travail, réduit à une pure abstraction, et la puissance du procès de production qu'il surveille ; c'est ce que nous révèle la grande industrie.

Le travail ne se présente pas tellement comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme un surveillant et un régulateur vis-à-vis du procès de production. (Cela vaut non seulement pour la machinerie, mais encore pour la combinaison des activités humaines et le développement de la circulation entre les individus.) (...)

Le développement du capital fixe indique le degré où la science en général, le savoir, sont devenus une force productive immédiate, et, par conséquent, jus-

qu'à quel point les conditions du progrès vital de la société sont soumises au contrôle de l'intelligence générale et portent sa marque ; jusqu'à quel point les forces productives sociales ne sont pas seulement produites sous la forme du savoir, mais encore comme organes immédiats de la praxis sociale, du procès vital réel. » (« Fondements », tome II, pp. 221-223).

Faut-il donc entendre qu'au fur et à mesure que la science « devient force productive immédiate » le capitalisme devient susceptible d'assurer une nouvelle phase de progrès de la civilisation ?

Le point de vue de Marx est exactement opposé. Pour lui, ce processus porte la contradiction historique du capitalisme à son point culminant, et rend la révolution prolétarienne d'autant plus urgente :

« Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même. »

Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le sur-travail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, tout comme le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain (...) (Idem, p. 222.)

Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elles-mêmes leur sur-travail. De ce fait, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire. Le temps de travail nécessaire se mesure dès lors aux besoins de l'individu social, et le développement de la force productive sociale croît avec une rapidité si grande que, même si la production est calculée en fonction de la richesse de tous, le temps disponible croît pour tous.

La richesse véritable signifie, en effet, le développement de la force productive de tous les individus. Dès lors, ce n'est plus le temps de travail, mais le temps disponible qui mesure la richesse.

Si le temps de travail est la mesure de la richesse, c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté, et que le temps libre résulte de la base contradictoire du sur-travail ; en d'autres termes, cela suppose que tout le temps de l'ouvrier soit posé comme du temps de travail, et que lui-même soit ravalé au rang de simple travailleur et subordonné au travail.

C'est pourquoi la machinerie la plus développée contraint aujourd'hui l'ouvrier à travailler plus longtemps que ne le faisait le sauvage ou lui-même, lorsqu'il disposait d'outils plus rudimentaires et primitifs. » (Idem, p. 226.)

En un mot, en régime capitaliste, la transformation de la science en force productive immédiate, bien loin de libérer les travailleurs, aggrave toujours

davantage leur esclavage. En même temps, le régime capitaliste se nie lui-même : sa raison d'être est de produire de la valeur d'échanges, mesurée en temps de travail ; et il ne cesse de réduire la quantité de travail socialement nécessaire à la production d'une quantité donnée de marchandise. Son moteur est la production de plus-value ; mais, seul, le travail *vivant*, *actuel*, produit de la plus-value ; et, cependant, la part dans les forces productives, de l'immense accumulation de moyens de production, machines, automates, produit d'un *travail passé*, s'accroît sans cesse. La science devient force productive immédiate : c'est pourquoi il est urgent que la classe ouvrière expropriée le capital, socialise les moyens de production. La conclusion de Marx est l'opposé direct de celles de Mandel, Garaudy et C^{ie}.

Nous nous sommes éloignés de Cohn-Bendit ? Certes non. Les critiques de la « société de consommation » — comme si le mal de cette société était qu'elle

satisfait *trop bien* les besoins matériels de ses membres ! — procèdent d'une même incompréhension, fondamentale, de la notion marxiste de forces productives — d'une même substitution, à la méthode matérialiste de Marx, d'une méthode idéaliste. C'est pourquoi ils placent les étudiants à la tête d'une révolution qui consiste à « critiquer » (voyez l'« Université critique » de Marcuse, le dieu de Bensaïd et Weber comme de Cohn-Bendit et Rudi Dutschke) les valeurs de la société actuelle — une révolution dans l'idée, une idée de révolution — et non, pour les producteurs, à s'emparer des moyens de production, ouvrant la voie, par là-même, à la reconquête totale des forces productives, à la transmutation des forces productives de l'humanité en forces productives humaines, orientées non plus vers la production de valeurs d'échange, mais de valeur d'usage, de richesses, de biens susceptibles de satisfaire sans limite les besoins matériels et spirituels des hommes.

LA SOCIÉTÉ AU LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION SOCIALE

Commençons encore ici par Bakounine qui parle d'un « courant essentiellement nouveau, visant à l'abolition de toute exploitation et de toute oppression politique ou juridique, gouvernementale ou administrative, c'est-à-dire l'abolition de toutes les classes au moyen de l'égalisation économique de tous les biens et de la destruction de leur dernier rempart, l'État ».

Ce texte atteste, entre autres choses, de la profonde ignorance de Bakounine en économie, dont parle Marx. Il propose l'« égalisation » économique de tous les biens. Cela veut dire que la loi de la valeur subsiste, et la monnaie, qui mesure les biens, et leur « égalisation » ! (Déjà le programme de l'« Alliance » parlait de « l'égalisation des classes », ce qu'avait justement critiqué le Conseil général). Pour Marx, le socialisme, la société sans classes suppose un développement tel des forces productives qu'il permette la satisfaction sans limite de tous les besoins (et non l'« égale » satisfaction des besoins !) Elle ne peut atteindre son épanouissement que lorsque la valeur, la monnaie, la division du travail auront dépéri et disparu. Précisément pour cette raison, elle n'est pas possible au lendemain de la révolution. Il faut d'abord accélérer le développement des forces productives, mettre la science, « force productive immédiate », au service de l'humanité et non plus du profit privé ou des forces destructives. Dans l'intervalle, dans la société de transition, subsistent encore la valeur, la monnaie, les salaires, qui dépérissent graduellement, tandis que l'aliénation fait place à la jouissance, que le temps de travail productif diminue au profit du

« temps disponible ». Pour Bakounine, de même que la révolution est conçue comme un acte de volonté, l'« égalité » sera aussitôt après réalisée, par un autre acte de volonté. Cela aurait pu se faire il y a 2 000 ans aussi bien qu'aujourd'hui... Rien d'étonnant à ce que, nous allons le voir, le disciple de Bakounine, Cohn-Bendit, estime qu'un « changement profond et considérable de mentalité » est nécessaire !

Car nos anarchistes actuels ne prennent pas plus au sérieux que Bakounine les lois de l'économie. C'est ainsi que dans « Noir et Rouge », n° 30, on peut lire :

« Nous pensons qu'une organisation économique à court terme dans un pays doit tenir compte des différentes régions, réduire les déséquilibres économiques naturels, distribuer équitablement les produits. Le fédéralisme est un impératif économique pour éviter, compenser du moins, les différences de développement qui provoquent les migrations internes, les oppositions, les divisions politiques et sociales. Il est de même nécessaire de réduire l'éventail des salaires au maximum pour éviter la dispersion des capitaux à des fins individuelles et la consolidation ou la création de castes sociales qui tendent à se conserver par cooptation, alors qu'économiquement, vitalement, le seul critère valable est la valeur, la capacité. Cette valeur, pour se conserver telle quelle, doit être révocable en permanence. Il est également normal que les intérêts, les privilèges de certaines couches sociales disparaissent, que la distribution soit la plus directe possible afin que la plus grande partie de la valeur marchande d'un produit revienne au

producteur, tout en étant très accessible au consommateur.

« ... Nous ne pensons pas non plus qu'il est nécessaire d'établir un stade transitoire entre le capitalisme et les mesures économiques que nous avons décrites.

« ... Enfin, il ne nous paraît pas que la société actuelle, une fois prise en main et réorganisée, puisse amener à l'abondance, ni que la science puisse régler tous les problèmes. Ce serait là une vue mythique et artificielle.

« C'est aujourd'hui, dans les rouages de la société où nous vivons, qu'il faut travailler sans aucune compromission. »

Cela se passe de commentaires. Bien entendu, tout cela se réalise « dans les rouages de la société » capitaliste, sous l'emprise de la loi de la valeur, sous l'œil bienveillant de l'Etat capitaliste... Il n'y aura pas d'abondance, chacun se serrera « également » le ventre... Cela fait penser irrésistiblement à cet anarchiste que Trotsky a connu dans sa jeunesse et qui, à la question — « Comment fonctionneront les chemins de fer en société anarchiste ? » faisait cette réponse imparable : « Mais qu'aurais-je besoin de circuler en chemin de fer, en société anarchiste ? »

La tarte à la crème de l'« autogestion » est du même tabac. Passons sur les glorieuses expériences d'autogestion réalisées au mois de mai dans tel laboratoire, tel institut universitaire, abstraction faite de réalités vulgaires telles que les rapports de ce laboratoire, de cet institut, avec le reste du monde, avec les crédits, les bourses, les salaires fixés par l'Etat capitaliste..., sur les « expériences d'autogestion » de telle petite entreprise, abstraction faite de ses rapports avec le marché capitaliste, les banques, etc.

Cohn-Bendit n'a pas, dans ce domaine, plus d'imagination que Bakounine ou « Noir et Rouge ». Après avoir prêché « un changement profond et considérable de mentalité » (« Le gauchisme », p. 117), il écrit :

« La relation abstraite entre choses valorisables s'incarne dans l'argent, autre puissance abstraite, incarnant à son tour le jeu de lois qui échappent pour l'essentiel à la volonté des hommes en général. Par contre, la force de travail est une des propriétés communes à tous les hommes. La mesure du temps que chaque producteur consacre au travail est l'heure de travail. Et la mesure qui permet de calculer le temps de travail (cristallisé dans les produits de l'activité humaine, à quelques exceptions près : recherche

scientifique et autres travaux de création), c'est l'heure de travail social moyen, base de la production et de la distribution communistes des biens.

« Mais, dira-t-on, quelle est la différence entre la valeur-argent et le « bon de consommation » calculé sur la base de l'heure de travail social moyen ? En régime capitaliste, l'échange exprime un fait fondamental : le producteur immédiat n'est pas maître des moyens de production et le travail social est la propriété des classes dominantes. Celles-ci en répartissent les produits en fonction de ce « droit de propriété », du « degré de compétence », des lois du marché et autres, d'un nombre énorme de facteurs et de règles, correspondant parfois à la réalité mais toujours faussés par la division de la société en classes — dont les organisations syndicales constituent l'une des expressions. En revanche, quand l'heure de travail social moyen sert de base pour calculer la production et la consommation, il n'y a plus besoin de « politique des salaires » ; les forces productives, c'est-à-dire, soit la volonté du producteur, soit les capacités de production existantes, déterminent automatiquement le volume de la consommation, tant globale qu'individuelle. (« Le gauchisme », pp. 119-120.)

Ce galimatias se réduit très exactement aux théories de Proudhon sur la « valeur constituée », qui consistaient à conserver le bon côté du capitalisme après avoir supprimé le mauvais, à « organiser » le capitalisme, à « régler » la loi de la valeur en organisant « l'échange direct de leurs produits » mesurés en temps de travail entre producteurs — autrement dit à revenir à l'artisanat et à la petite production agricole. Cela a été réfuté par Marx... il y a 122 ans, Décidément, Cohn-Bendit a raison. Il est disciple de Marx, à la manière de Bakounine.

Cohn-Bendit qui se prononce d'ailleurs pour « un plan dont les données seront soumises à tous et qui sera décidé par tous » (Idem, p. 117) dans le cadre des conseils ne paraît pas soupçonner que ce plan, une fois adopté par une majorité, deviendra nécessairement la loi pour tous, car ce plan est un tout — et suppose donc un certain degré de contrainte, autrement dit que ces conseils joueront un rôle politique, en un mot qu'ils exerceront le pouvoir d'Etat ! C'est seulement quand l'abondance rendra inutile toute espèce de limitation de la consommation, même sous forme de bons-heures de travail, que « le gouvernement des hommes fera place à l'administration des choses ».

L'ÉTAT

La mystique de l'Etat, soigneusement entretenue par la bourgeoisie — l'Etat, dont la « raison » n'est pas celle de tout le monde, l'Etat, à qui la bourgeoisie, comme à son dieu, attribue une majuscule

— étend son emprise, simplement retournée, aux anarchistes. L'Etat n'est pas, à leurs yeux, un produit historique de la division en classes de la société, qui ne peut être « aboli », mais doit disparaître avec

la société de classes elle-même — c'est un phénomène en soi, l'incarnation de Satan. Citons quelques passages de « *Etatisme et anarchisme* » de Bakounine, avec les commentaires qu'en a fait Marx en marge de son exemplaire :

« B. — *S'il y a un Etat, il doit nécessairement y avoir domination, donc esclavage ; un Etat sans esclavage, ouvert ou caché, est impensable — et c'est pourquoi nous sommes les ennemis de l'Etat. Que signifie « le prolétariat élevé au rang de classe dominante » ?*

M. — *Cela signifie que le prolétariat, au lieu de lutter dans l'isolement contre les classes économiquement privilégiées, a acquis assez de pouvoir et d'organisation pour utiliser des moyens généraux de coercition dans la lutte contre elles. Mais il ne peut utiliser que des moyens économiques qui détruisent sa propre caractéristique de classe des salariés et, donc son caractère de classe. Sa domination s'achève ainsi avec sa victoire totale.*

B. — *Il y a environ 40 millions d'Allemands. Seront-ils tous membres du gouvernement ?*

M. — *Certainement. Car toute l'affaire commence avec le self-gouvernement de la Commune.* »

Comme on le voit, pour Marx comme plus tard pour Lénine, l'Etat ouvrier est celui où « chaque cuisinière » devra exercer le pouvoir d'Etat. Rappelons, au surplus, que, dès 1852, Marx avait constaté que le prolétariat devait, non s'emparer de l'ancienne machine de l'Etat bourgeois, mais la briser. On sait les conclusions qu'il devait tirer de la Commune de Paris, et que Lénine a reprises et amplifiées dans « *L'Etat et la révolution* », ce qui amène « *Noir et Rouge* » à écrire assez naïvement :

« *L'attitude anarchisante de Marx fit beaucoup, malheureusement, pour propager dans les masses l'idée d'une dictature... Lénine devait exploiter à fond cette confusion dans "l'Etat et la révolution" » (!)*

La nécessité d'un pouvoir, instrument des masses, d'une force concentrée pour mener le combat contre la bourgeoisie, et l'impasse de l'anarchisme ont été démontrés avec éclat dans la révolution espagnole. On sait comment, alors que toutes les conditions d'un pouvoir des conseils étaient réalisées, alors que le comité central des milices de Catalogne était virtuellement l'organe du pouvoir des travailleurs, les dirigeants de l'organisation majoritaire du prolétariat espagnol, la C.N.T.-F.A.I., entrèrent au gouvernement bourgeois « républicain » et participèrent à la reconstruction de l'Etat bourgeois, jusque et y compris la répression de l'insurrection prolétarienne de mai 1937 à Barcelone, frayant ainsi la voie à la contre-révolution stalinienne et finalement à la victoire de Franco.

L'Espagne est donc restée un point focal, autour duquel se meut désespérément la pensée anarchiste à propos de l'Etat. C'est ainsi que, dans le n° 36 de

« *Noir et Rouge* », l'un des collaborateurs espagnols de cette revue écrit :

« *Personne ne peut minimiser l'importance des problèmes posés aux anarchistes le 20 juillet 1936 lorsqu'ils se virent avec la situation en main sans savoir qu'en faire. Ce que nous leur reprochons n'est pas le renoncement à la dictature anarchiste, mais d'avoir opté pour la contre-révolution. Le dilemme que l'on présentait : dictature ou collaboration gouvernementale, est faux. Du point de vue anarchiste, la collaboration gouvernementale et la dictature sont une même chose. Et deux choses semblables ne peuvent constituer un dilemme...*

« *Avec ces 200 000 hommes armés et près d'un million d'affiliés organisés dans les centres de production, les anarchistes représentaient un pouvoir économique formidable et une force de dissuasion non moins respectable. S'employer à conserver cette force, l'articuler, la renforcer, face à la guerre, face à l'Etat agressif et face à la révolution, nous aurait rendus imbattables et notre service à l'antifascisme aurait été en même temps plus efficace.* » (pp. 26-27.)

Comme si « l'économie » et « la politique » (l'Etat) étaient des mondes séparés ! Comme s'il pouvait exister un « pouvoir économique » qui ne soit pas un pouvoir de coercition exercé par une classe sur une autre (en l'espèce, les travailleurs sur la bourgeoisie) ! Comme si 200 000 hommes armés constituaient un « pouvoir économique » indifférent à la reconstruction de « l'armée républicaine » (bourgeoise), de la « police républicaine » !.. Avec ce genre de billevesées, on n'est pas loin du « pouvoir étudiant à l'Université, pouvoir ouvrier à l'usine, etc. », et pouvoir de l'Etat policier à l'Elysée, des C.R.S. dans leurs casernes...

Mais dans le n° 37 de « *Noir et Rouge* », sous la plume d'un autre militant espagnol, on peut lire :

« *S'il ne s'était agi que de la révolution, l'existence même du gouvernement aurait été non un facteur favorable, mais un obstacle à détruire ; or, nous avons à faire face aux exigences d'une guerre violente, avec des complications internationales, et nous étions liés aux marchés internationaux et aux relations avec un monde étatisé. Et pour l'organisation et la direction de cette guerre, dans les conditions où nous nous trouvons, nous ne disposons pas de l'organisme qui aurait pu remplacer le vieil appareil gouvernemental.* » (p. 23.)

Autrement dit, les anarchistes peuvent faire la révolution dans de « bonnes conditions » — des conditions pacifiques — mais pas dans les conditions réelles, celles de la guerre civile (celles de toute révolution réelle). Ils ne disposent pas de « l'organisme » nécessaire !

« L'organisme » qui leur manque, c'est la doctrine marxiste — c'est le programme marxiste du *pouvoir des conseils ouvriers*.

Certes, l'Etat ouvrier — tout Etat ouvrier — peut dégénérer. Certes, comme l'U.R.S.S. l'a montré, cette dégénérescence peut prendre des proportions monstrueuses. Faut-il rappeler, toutefois, que les conditions de la dégénérescence de l'U.R.S.S. — isolement de l'Etat ouvrier dans un pays arriéré, où le prolétariat, inculte, constituait une faible minorité de la population — ne peuvent guère se reproduire, que les perspectives qui s'ouvriront à la classe ouvrière victorieuse en Europe occidentale seront incomparablement plus favorables, dans des pays où la classe ouvrière, possédant de puissantes traditions d'organisation, constitue la majorité de la population — où les bases matérielles de l'Etat ouvrier seront, dès le début, incomparablement plus élevées — où, au surplus, l'isolement durable de la révolution, après une première victoire, est hautement invraisemblable ?

Certes, tout Etat ouvrier comportera, du fait même qu'il est en même temps, selon l'expression de Lénine, l'Etat bourgeois sans bourgeoisie, des tendances bureaucratiques, un danger de dégénérescence.

Fallait-il pour cela, renoncer, en mai 68, à dresser, avec le comité central de grève, la force concentrée du prolétariat pour l'assaut au pouvoir bourgeois ? Est-ce pour cette raison que les marxistes que nous sommes furent les seuls à lancer ce mot d'ordre ? N'est-il pas clair que renoncer au pouvoir des Conseils, c'est renoncer à abattre l'Etat bourgeois ?

Faisons justice, à cet égard, de quelques sottises. « Un parti au pouvoir et les autres en prison », cette formule n'a jamais fait partie des principes du bolchevisme, bien au contraire. Les bolchéviks n'ont usé de répression contre les partis petits-bourgeois qu'à leur corps défendant, parce que ceux-ci, collaborant avec les blancs, combattaient les armes à la main le pouvoir soviétique. Faut-il rappeler que le premier

gouvernement soviétique, au lendemain de la révolution d'Octobre, était un gouvernement de coalition bolchéviks — socialistes révolutionnaires de gauche ? Qu'il n'a pas tenu aux bolchéviks que les menchéviks n'y fussent associés ? Et que cette coalition n'a pas été rompue par les bolchéviks, mais par leurs partenaires ?

Il reste que les mesures préconisées par Lénine (après Marx) contre les tendances bureaucratiques — révocabilité à tout moment des élus par leurs électeurs, limitation du salaire des fonctionnaires, ceux du gouvernement inclus, au salaire d'un ouvrier, etc. — peuvent s'avérer insuffisantes.

C'est l'une des raisons pour lesquelles — bien que, dans les conditions objectives d'une défaite du prolétariat à l'échelle internationale, rien n'aurait pu empêcher la bureaucratie en U.R.S.S. de l'emporter —, nous, marxistes, révisant sur ce point l'une des 21 conditions de l'I.C., avons, dès 1946, souligné que les syndicats devaient conserver leur autonomie, non seulement par rapport à l'Etat ouvrier (ce que Lénine avait demandé dès 1920-21), mais même par rapport au parti marxiste révolutionnaire.

Il reste, en outre, que les masses, après l'expérience du stalinisme, feront preuve, lors des prochaines victoires de la révolution, d'une vigilance incomparablement plus grande à l'égard de toute manifestation de bureaucratisme, même embryonnaire.

Mais il reste surtout que la prétention d'abolir l'Etat par décret est de même nature idéaliste, volontariste, que la prétention d'instaurer « l'égalité » par décret (ou d'abolir la religion en inscrivant dans les cimetières : « La mort est un sommeil éternel »). Répétons-le : renoncer à combattre pour le pouvoir des conseils ouvriers, pour la dictature du prolétariat, c'est renoncer à lutter pour la révolution socialiste.

MASSES ET AVANT-GARDE

Sur la nécessité d'une organisation de l'avant-garde prolétarienne, le même infantilisme, mêlé de considérations morales, paraît présider aux conceptions des anarchistes — que cela n'empêche naturellement que de constituer, à bon droit, des organisations comme les autres tendances du mouvement ouvrier.

C'est ainsi que « Noir et Rouge » écrit (n° 18) : « *Créer l'organisation avant de créer l'homme anarchiste revient à bâtir une maison en commençant par le toit* ». Comment créera-t-on « l'homme anarchiste » dans la société capitaliste ? C'est ce qu'on ne nous dit pas. On précise seulement qu'il y a « des éléments éthiques sans lesquels il paraît vain de bâtir quelque organisation que ce soit ». Ces « éléments éthiques », cela consiste à se demander si « un anarchiste peut être ami avec un fasciste » et des choses

de ce genre. A ce niveau, il n'y a pas grand-chose à ajouter. Pour les marxistes, l'organisation n'a pas de fondements « éthiques », mais bien des fondements politiques : son programme.

Il est peut-être plus intéressant de considérer de quelle façon Cohn-Bendit considère les rapports entre l'action spontanée des masses et l'intervention d'une organisation révolutionnaire, dans le cas type de l'occupation de Sud-Aviation Bouguenais le 14 mai, déclenchant la grève générale. Pour les honorables Bensaïd et Weber, la question est simple, comme pour la quasi-totalité de la « grande » presse : ce n'est pas là qu'a commencé la grève générale.

Pour Cohn-Bendit, le problème est plus complexe. Il écrit p. 71 :

« Une fois la grève générale décrétée (?), un nou-

veau pas en avant (*souligné par nous*) était fait avec l'occupation de Sud-Aviation à Nantes ».

Puis, p. 98 :

« Le mardi 14, tard dans la soirée, les occupants de la Sorbonne apprennent que l'usine Sud-Aviation de Nantes est occupée ; et ce mouvement, toujours spontané (*souligné par nous*), fera tache d'huile. »

Enfin, p. 172 :

« Dès le 14 mai, l'usine Sud-Aviation à Nantes est occupée et son directeur consigné dans son bureau... La section F.O. comprend de nombreux militants gauchistes. L'Union départementale de ce syndicat est d'ailleurs réputée pour son gauchisme depuis des années et s'oppose à l'orientation nationale-réformiste et intégrationniste de F.O. Ce n'est donc pas un hasard si c'est l'usine Sud-Aviation de Nantes et pas une autre qui se met en grève la première. »

Devine si tu peux et choisis si tu l'oses ! pensera le malheureux lecteur de l'estimé rouquin. Ledit lecteur ne sera toutefois pas admis à l'honneur de savoir quels peuvent bien être ces prétendus « gauchistes » de Sud-Aviation. Ça ne le regarde pas.

Le cas de l'occupation de Sud-Aviation est pourtant un exemple remarquable de ce que peut, dans une situation favorable, l'intervention d'une organisation révolutionnaire, qui a fait, pendant des années et des années, sur la base du programme marxiste et des mots d'ordre, de la tactique qui en découlent à chaque étape, un travail patient, systématique, persévérant.

Mais il nous faut ici ouvrir encore une parenthèse à propos du rapport qui existe entre une situation révolutionnaire et le parti révolutionnaire.

SUR DEUX MINABLES PETITS FAUSSAIRES ET SUR LES MOTIFS D'UN FAUX

Ouvrons le livre déjà cité de Bensaïd et Weber à la p. 166 ; ces deux gentlemen y écrivent :

« On a beaucoup parlé en mai de situation révolutionnaire, mêlant au hasard des tribunes les notions de crise, de conditions, de situation révolutionnaires. Il ne suffit pas pour choisir son terme de photographier une situation qui n'indique rien de plus que la vacance d'un pouvoir. »

« Pour juger plus sereinement du caractère de la situation, il est utile, au risque de passer pour archéo-marxistes, d'en référer à Lénine et aux fameux critères énoncés dans la « Faillite de la II^e Internationale ». Une situation y est dite révolutionnaire quand sont réunies quatre conditions :

— que ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant ;

— que ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant ;

— que ceux du milieu penchent du côté du prolétariat ;

— qu'il existe une force organisée capable de dénouer la crise dans le sens d'une révolution.

« Dans quelle mesure ces facteurs étaient-ils réunis en mai » ?

Et ils concluent naturellement, après de longs développements que, puisqu'il n'y avait pas de « force révolutionnaire organisée », « la situation restait pré-révolutionnaire » (p. 177). Donc la classe ouvrière ne devait pas lutter pour le pouvoir. Ce qui permet de ne pas expliquer pourquoi ils étaient hostiles au mot d'ordre du Comité central de grève (la situation, voyez-vous, n'était pas révolutionnaire — nous non plus, d'ailleurs) et d'ironiser sur les archéos qui exi-

geaient des organisations ouvrières qu'elles appellent, le 30 mai, un million de travailleurs à l'Élysée. On comprend où le bât les blesse. Aussi bien, nos deux gentlemen ne sont pas, eux, des archéo-marxistes ; ce sont des néo-marxistes, et ils fabriquent un néo-Lénine à leur convenance. On cherchera en vain, dans « La faillite de la II^e Internationale », les quatre conditions qu'ils citent. On y trouvera par contre les lignes qui suivent, et qu'il vaut la peine de citer tout au long :

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, dans un sens général, les indices de la situation révolutionnaire ? Nous ne nous trompons certainement pas en indiquant les trois principaux indices que voici : 1^{er} Impossibilités pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se frayent un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que la « base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que le « sommet ne le puisse plus ». 2 Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. 3^e Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de « paix », se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le « sommet » lui-même, vers une action historique indépendante. »

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. La somme de ces changements objectifs s'appelle justement une situation révolutionnaire. Cette situation existait en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolution en Occident ; mais elle existait aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne ; de même en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, encore qu'il n'y eut pas de révolution à ces moments-là. Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement qui ne « tombera » jamais, même à l'époque des crises, si on ne le « fait choir ».

Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'expérience du développement de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage à l'action révolutionnaire de la classe avancée, le prolétariat, le montrera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'« illusions » en général, ni de leur réfutation, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution sera engendrée précisément par la guerre présente (et non par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non de demain). Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur, d'éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens. »

Le rapport entre la situation révolutionnaire objective et l'avant-garde, entre les masses et l'élément conscient, est si clairement exposé dans ce qui précède qu'il n'y a pas grand-chose à ajouter. Oui, la situation était révolutionnaire en mai 1968. C'est pourquoi il fallait définir des mots d'ordre et une stratégie de lutte des masses pour le pouvoir. C'était d'ailleurs la seule manière d'avancer dans la voie de la construction du Parti révolutionnaire, dans la voie de la reconstruction de la Quatrième Internationale, de l'organisation mondiale, instrument indispensable de la victoire finale de la révolution socialiste.

C'est ce que nos deux néo-marxistes ne risquent pas de faire ; il ne leur manque qu'un programme, un drapeau et une colonne vertébrale. Ils disent, bien sûr, que le programme marxiste, le Programme de transition, est périmé ; ils ne savent pas ce qu'il faut mettre à la place, et ne s'en soucient guère ;

l'empirisme est tellement plus confortable ! Ils savent au moins une chose : c'est qu'ils ne risquent pas d'avoir à faire face aux difficultés d'une situation révolutionnaire — puisqu'il faut, pour cela, une « force révolutionnaire organisée » et qu'ils n'ont pas la moindre chance d'en construire une !

Revenons au problème du parti, et aux critiques anarchistes de la notion de parti révolutionnaire. Il faut souligner que, comme pour l'Etat, le problème est faussé par le stalinisme. Quand on parle de ce parti, on pense immédiatement à un parti monolithique, entretenant avec les masses les mêmes rapports qu'un état-major avec son armée.

Rien n'est plus étranger au marxisme. L'histoire du parti bolchévique (voir à ce sujet le livre de P. Broué), tant qu'il n'a pas été détruit par la contre-révolution bureaucratique, a été celle d'une lutte constante de tendances et de fractions ; et il n'en peut être autrement pour une organisation qui, soumise à toutes les pressions des forces de classes hostiles, mais armée de la méthode marxiste, lutte pour conquérir la direction du prolétariat et le conduire à l'assaut du pouvoir bourgeois.

Tirant les leçons de cette expérience, l'Organisation Communiste Internationaliste avait inscrit dans ses statuts, non seulement le droit de tendance, mais le droit de fraction. Serait-ce pour ce motif que saint Marcellin l'a dissoute ?

La vie d'une organisation révolutionnaire authentique n'a rien de commun avec celle de sa caricature bureaucratique. Au 2^e Congrès de l'Internationale communiste, participaient les représentants de la C.N.T. espagnole. Lénine et Trotsky souhaitaient son adhésion à l'I.C., sans lui poser aucune condition quant à son idéologie anarchiste. Ici encore, ce furent les anarchistes qui rompirent avec les « sectaires » marxistes, et non l'inverse.

Certes, le parti révolutionnaire peut dégénérer, comme l'Etat ouvrier. Des forces sociales hostiles au prolétariat peuvent détruire le parti du prolétariat. Faut-il en conclure que le prolétariat peut se passer d'une organisation qui résume et traduit en termes de conscience, dans son programme et son action, le bilan de l'expérience d'un siècle et demi de luttes ouvrières ?

Les marxistes que nous sommes estiment que ce programme, c'est le programme de transition de la Quatrième Internationale. Ils considèrent que ce programme est l'expression des tâches de la révolution prolétarienne à notre époque, celle de l'agonie du capitalisme. Ils sont prêts à en débattre, dans le cadre de la démocratie ouvrière, avec toutes les tendances prolétariennes qui combattent effectivement la dictature du capital. Cela veut-il dire qu'ils croient que la lutte des classes n'a plus rien à leur apprendre ? Il faudrait être fou pour le penser, alors que s'approchent les plus grands combats révolutionnaires de l'histoire.

G. BLOCH.